

DES BANQUES COMPÉTITIVES POUR UNE EUROPE SOUVERAINE

Transition énergétique, réindustrialisation, transition numérique, innovation, défense : ces priorités stratégiques exigent des flux de financement annuels bien supérieurs à ceux observés historiquement dans l'Union européenne (UE). La consultation menée par la Commission européenne sur la compétitivité du secteur bancaire, qui s'est achevée le 19 avril dernier, rappelle la nécessité d'un système bancaire capable de financer ces ambitions.

Les banques fournissant près des trois quarts des financements dans l'UE, leur compétitivité constitue un déterminant essentiel de la souveraineté européenne. Sans un secteur bancaire solide, en mesure d'accroître son offre de financement et de rivaliser avec les grands acteurs internationaux présents sur son propre marché, l'UE s'exposerait à une dépendance accrue à des financements non européens. Dans plusieurs segments de la banque d'investissement, les établissements non européens — en particulier américains — ont renforcé leur présence. Pour autant, ces enjeux invitent à appréhender la compétitivité bancaire dans une acception plus large que celle, microéconomique, centrée sur la rentabilité ou les parts de marché : la capacité du secteur bancaire à répondre efficacement à la hausse des besoins de financement, inédite par son ampleur¹.

D'importants progrès ont déjà été accomplis : la rentabilité bancaire s'est fortement redressée depuis 2022, et le cadre prudentiel a été considérablement renforcé depuis un peu plus de dix ans. Mais plusieurs axes d'amélioration demeurent, notamment adapter les exigences prudentielles aux nouveaux enjeux et accroître l'intégration des marchés de capitaux, comme l'ont souligné les rapports Letta et Draghi.

LE REDRESSEMENT DE LA RENTABILITÉ BANCAIRE : UNE CONDITION NÉCESSAIRE MAIS NON SUFFISANTE

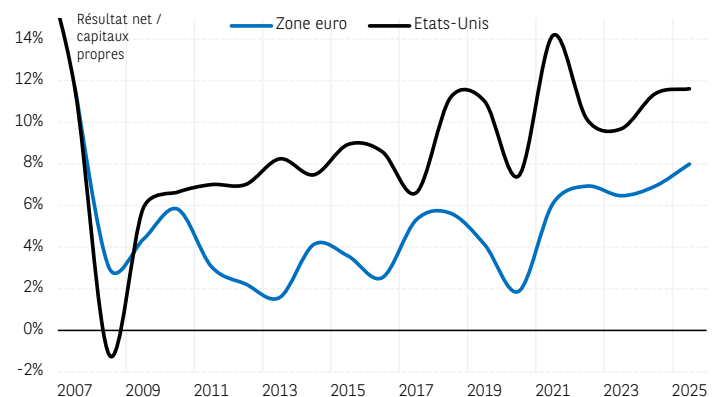
Après une longue période de taux bas ou négatifs, la normalisation des taux depuis 2022 a soutenu la rentabilité des grandes banques européennes (cf. graphique 1). L'écart avec leurs rivales américaines persiste toutefois. Il tient principalement à des facteurs structurels. Ainsi, dans un système financier américain qui repose davantage sur les marchés, les financements procurent plus de commissions aux banques et consomment peu de fonds propres, une combinaison propice à une rentabilité plus élevée.

Cet écart n'est pas neutre : en générant davantage de capitaux propres de manière organique, les banques américaines disposent d'une capacité supérieure à absorber une hausse de leurs actifs pondérés par les risques (RWA). Elles peuvent ainsi accroître plus aisément leur offre de financement et investir dans de nouvelles activités, renforçant encore leur avantage compétitif.

Dans le sillage de la rentabilité financière, le ratio cours/valeur comptable moyen des grandes banques européennes (*Price-to-book, P/B*) s'est redressé et, pour la première fois depuis 2010, a dépassé en 2025 le seuil de 1, suggérant que la rentabilité anticipée couvre dé-

1 La Commission européenne estime ainsi les besoins additionnels pour financer les seules transitions énergétique et numérique à EUR 600 mds par an jusqu'en 2030, soit + 74 % au regard des EUR 810 mds dévolus annuellement à ces secteurs entre 2011 et 2020 (cf. ECB (2024), « Massive investment needs to meet EU green and digital targets », Published as part of the Financial Integration and Structure in the Euro Area 2024). Pour sa part, l'effort de remobilisation en matière de défense a récemment été réévalué à EUR 1200 mds par an (cf. [Speech by Prof. Dr Mario Draghi at the Charlemagne Prize ceremony in Aachen, Germany, 14 mai 2026](#)). Cf. également Derrien G., Quignon L. (2025), *UE : Réarmement, transitions énergétique et numérique, la mesure de l'effort*, Graphique de la semaine, BNP Paribas, 10 avril.

RENTABILITÉ FINANCIÈRE COMPARÉE DES GRANDES BANQUES EUROPÉENNES ET AMÉRICAINES*

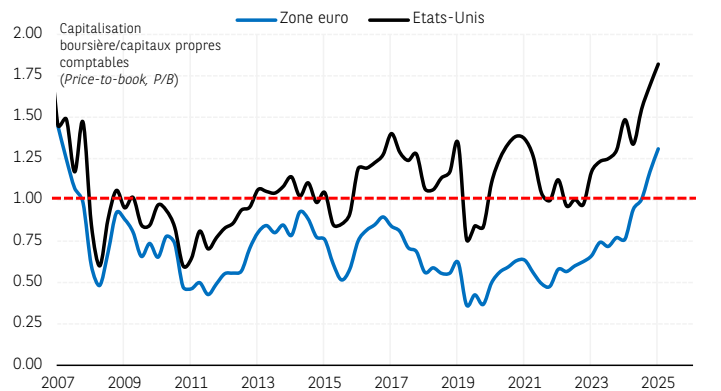


* Dix premiers groupes bancaires selon le montant du capital Tier One (classement *The Banker*, juillet 2025). Données consolidées de chaque groupe, moyenne pondérée par les capitaux propres.

GRAPHIQUE 1

SOURCES : CALCULS BNP PARIBAS (À PARTIR DES DONNÉES S&P CAPITAL IQ):

VALORISATIONS COMPARÉES DES FONDS PROPRES DES GRANDES BANQUES EUROPÉENNES ET AMÉRICAINES*



*Entités cotées des dix premiers groupes bancaires selon le montant du capital Tier One (classement *The Banker*, juillet 2025). Moyenne pondérée par les capitaux propres.

GRAPHIQUE 2

SOURCES : CALCULS BNP PARIBAS À PARTIR DE DATASTREAM

sormais le coût du capital exigé par les investisseurs (cf. graphique 2). Mais les banques américaines continuent de bénéficier de valorisations plus favorables. Celles-ci leur permettent de financer leurs acquisitions par des émissions ou des échanges d'actions, y compris dans les nouvelles technologies. Les banques européennes, quant à elles, recourent davantage au numéraire par essence plus contraint.



Dans son acception large, la compétitivité bancaire renvoie à la capacité du système bancaire à soutenir l'activité économique, à opérer efficacement dans un marché intégré et à rivaliser avec ses concurrentes internationales². Elle est, par ailleurs, étroitement influencée par l'environnement prudentiel et la structure du marché.

CADRE PRUDENTIEL : RECONNAÎTRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS ET TROUVER LE JUSTE ÉQUILIBRE

Depuis la crise financière, l'UE a profondément renforcé son cadre prudentiel : transposition de Bâle III, normalisation des modèles internes (TRIM, guidelines EBA), puis adoption du paquet Bâle III final (CRR3/CRD VI), dont l'*output floor*³ (applicable dès 2025) constitue l'élément le plus notable. Alors que les banques européennes figurent parmi les établissements les mieux capitalisés et supervisés, la prise en compte progressive des risques climatiques pourrait encore accroître les exigences en capital dans les années à venir.

Si l'intention est légitime, la question du calibrage optimal se pose. Les travaux de la BRI (Banque des règlements internationaux) suggèrent en effet qu'au-delà des niveaux actuels, les gains de stabilité financière associés à une hausse supplémentaire des exigences en fonds propres sont modestes, tandis que les coûts en matière de capacité de financement demeurent significatifs⁴. Trouver le bon équilibre est désormais essentiel pour préserver la solidité du système bancaire européen sans entraver la croissance potentielle ni la capacité du secteur à accompagner les transformations de l'économie.

RÉDUIRE LA FRAGMENTATION ET SIMPLIFIER LE CADRE : DES LEVIERS POUR RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité bancaire européenne reste pénalisée par le caractère inachevé de l'Union bancaire. La garantie européenne des dépôts (EDIS) demeure politiquement difficile à instaurer mais le véritable chaînon manquant est un cadre européen de liquidité en résolution, indispensable pour gérer efficacement des difficultés bancaires. Cette lacune ne doit pas conduire à l'immobilisme : d'autres leviers existent pour réduire la fragmentation et faciliter la circulation du capital.

L'absence d'un véritable marché intégré limite les économies d'échelle, renchérit le coût du financement, freine la consolidation transfrontière et restreint la circulation optimale du capital et de la liquidité au sein des groupes bancaires européens. Cette fragmentation se traduit par des écarts de conditions de financement entre pays et peut, en période de tension, accentuer les divergences dans la transmission de la politique monétaire. Elle pèse in fine sur le coût du financement des entreprises et, par ricochet, sur l'investissement et la productivité. Les rapports Draghi et Letta ont souligné l'importance d'un marché intérieur plus intégré et d'un secteur financier capable de soutenir l'investissement européen.

Une intégration plus forte des marchés de capitaux permettrait également une mutualisation accrue des risques entre pays améliorant ainsi l'absorption des chocs asymétriques et la stabilité financière.

² [European Commission, Targeted consultation on the competitiveness of the EU banking sector, 11 février 2026.](#)

³ L'*output floor* est un plancher réglementaire qui impose que le total des actifs pondérés par les risques (*Risk-weighted assets*, RWA) d'une banque – qu'ils proviennent des modèles internes ou de l'approche standard – ne puissent être inférieurs à une certaine proportion (50% en 2025 et jusqu'à 72,5% d'ici 2030) des RWA calculés selon l'approche standard seule. Cf. [Humboldt T. \(2026\). Crédit en zone euro : vers un durcissement des critères d'octroi ciblé sur les ménages mais limité, Graphique de la semaine, BNP Paribas, 25 février.](#)

⁴ Cf. Quignon L. (2016) : [Les rendements décroissants de la réglementation prudentielle, Revue Banque n°795.](#)

La relance de la titrisation, engagée en 2025, en constitue un levier important. En permettant aux banques de transférer une partie du risque de crédit aux marchés, une titrisation plus efficace libérerait des capitaux propres et accroîtrait leur capacité à financer de nouveaux crédits. Si la volonté de simplifier les exigences de diligence pour les investisseurs est bienvenue, l'introduction envisagée de sanctions pécuniaires disproportionnées risque toutefois d'en limiter la portée.

Le deuxième frein qui pourrait être relâché d'un cran tient à la complexité du cadre réglementaire. Il ne s'agit pas tant de l'assouplir que de lui conférer une plus grande cohérence : réduction des options nationales, meilleure articulation des coussins macroprudentiels, lisibilité accrue. Un cadre plus prévisible réduirait l'incertitude réglementaire et l'exigence implicite de marché en matière de fonds propres au-delà des exigences prudentielles.

AFFIRMER LA POSITION DES BANQUES EUROPÉENNES DANS LES ACTIVITÉS DE BANQUE D'INVESTISSEMENT

Le financement de l'économie européenne continuera de reposer davantage sur l'intermédiation bancaire que sur les marchés de capitaux. Pour autant, une intégration plus poussée de ces derniers – au cœur du projet d'union de l'épargne et des investissements – permettrait d'accroître l'offre de financement en améliorant l'allocation de l'épargne au sein de l'UE.

À cet égard, préserver la compétitivité des activités de marché des grandes banques européennes est primordial. Or, les données de l'Autorité bancaire européenne montrent un recul de leur positionnement dans plusieurs segments de la banque d'investissement et de marché. Les établissements de pays tiers concentrent ainsi la majorité des commissions sur les matières premières (65% en 2024) et près de la moitié dans la fonction d'agent dont les services aux émetteurs (48%). Leur présence est également marquée dans les services aux organismes de placement collectif (30%), le financement des entreprises (29%), la conservation de titres (24%) et les opérations sur devises (19%). Dans certains services destinés aux fonds, plus de la moitié des actifs sont désormais gérés par trois groupes dont la maison mère est américaine.

La montée en puissance de groupes bancaires dont le siège est établi en dehors de l'UE illustre, s'il était besoin, l'intensité de la concurrence internationale à laquelle les grandes banques européennes sont soumises sur leur propre terrain. En reportant, en juin 2025, l'application de la FRTB (*Fundamental Review of the Trading Book*) au 1^{er} janvier 2027, la Commission européenne a veillé toutefois à ne pas introduire de désavantage compétitif, cette refonte des exigences en fonds propres relatives au portefeuille de négociation n'étant encore appliquée ni par les États-Unis, ni par le Royaume-Uni.

CONCLUSION : RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ BANCAIRE POUR LA SOUVERAINÉTÉ EUROPÉENNE

Achever l'Union bancaire, approfondir l'intégration du marché des capitaux et veiller à l'équilibre du cadre prudentiel : telle est la feuille de route de l'UE pour bâtir un système bancaire solide et compétitif, capable de financer durablement les besoins croissants de l'économie européenne tout en préservant sa souveraineté. Dans une économie où le financement repose largement sur les banques, préserver la compétitivité du secteur bancaire est indispensable pour assurer une rentabilité suffisante, soutenir les investissements nécessaires aux transitions écologique, numérique et industrielle, et renforcer la capacité de l'Union européenne à peser sur les équilibres économiques internationaux.

Laurent Quignon

laurent.quignon@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change